

“La jeunesse n’est pas une menace pour notre République !”

Cette semaine, le personnel de l’Éducation nationale s’est mobilisé aux abords des établissements scolaires avec des revendications claires : davantage de moyens pour accueillir dignement les élèves et améliorer leurs conditions de travail. Les lycéennes et lycéens, premières victimes du manque de moyens alloués aux établissements, ont pris part à ce mouvement pour soutenir leurs enseignantes et faire valoir leurs droits.

Toute l’année, l’Aroéven Bretagne, association d’éducation populaire complémentaire de l’école, intervient dans les établissements scolaires et est témoin du manque criant de budget dans l’école publique : classes surchargées, bâtiments vétustes, rythmes scolaires trop denses, professeurs non remplacés, surcharge de travail pour les personnels éducatifs et médicaux, initiatives pédagogiques abandonnées, découragement dans les projets d’établissement.

Ce constat contribue à renforcer les fractures sociales entre les jeunes et l’école de la République.

En soutien à la communauté éducative et à la jeunesse, les équipes de l’Aroéven Bretagne partagent ces revendications et défendent l’objectif d’une école publique plus juste, plus égalitaire et pleinement engagée en faveur de l’émancipation individuelle et collective de toutes les élèves.

En parallèle de ces mobilisations, nos bénévoles, élèves et salariées ont été profondément choquées par les images de violences policières qui nous parviennent de toute la France, et plus globalement des violences qui se manifestent devant nos lycées. Tirs de LBD, coups de matraque, interpellations contestées : la répression violente à l’encontre des jeunes mobilisées est incompatible avec l’ambition d’un État qui affirme vouloir écouter la jeunesse, lui donner la parole et lui permettre d’exercer son pouvoir d’agir. **La jeunesse n’est pas, et ne sera jamais, une menace pour notre République !**

Si les dégradations matérielles, l’intimidation ou les violences physiques envers les personnels éducatifs sont elles aussi parfaitement condamnables, elles ne peuvent être mises sur le même plan que l’usage de violences que nous considérons comme disproportionnées à l’encontre de jeunes, pour la plupart mineures.

En Bretagne, nous assistons depuis plusieurs jours à des scènes de violences inédites dans les lycées. L’Aroéven Bretagne **demande à la préfète de Bretagne de prendre ses responsabilités et d’engager une désescalade immédiate des conflits dans la région.** En parallèle, nous demandons aux responsables politiques de se rendre dans les espaces de rassemblement pour écouter les jeunes et les personnels éducatifs et de prendre acte de leurs revendications.

L’Aroéven Bretagne réaffirme son attachement et sa détermination à contribuer à des espaces d’expression démocratiques et pacifiques, ainsi qu’au respect des droits de toutes et tous. Donner une véritable place à la jeunesse dans la société implique de lui permettre de s’exprimer et de se mobiliser, et la considérer pleinement comme partie prenante de la société.

Contact presse :

Antoine KÖHLER – Chargé de communication
06 66 72 10 14 / a.kohler@aroeven.fr